

Cote du document: EB 2015/115/R.13
Point de l'ordre du jour: 6 b) iv)
Date: 12 août 2015
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République des Philippines pour le Projet de convergence sur le renforcement des filières en faveur de la croissance et de l'autonomisation du milieu rural (CONVERGE)

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Benoit Thierry
Chargé de programme de pays
Division Asie et Pacifique
téléphone: +39 06 5459 2234
courriel: b.thierry@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration – Cent quinzième session
Rome, 15-16 septembre 2015

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	5
A. Approche	5
B. Cadre organisationnel	6
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	6
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	7
IV. Coût, financement et avantages du projet	7
A. Coût du projet	7
B. Financement du projet	8
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	12

Sigles et acronymes

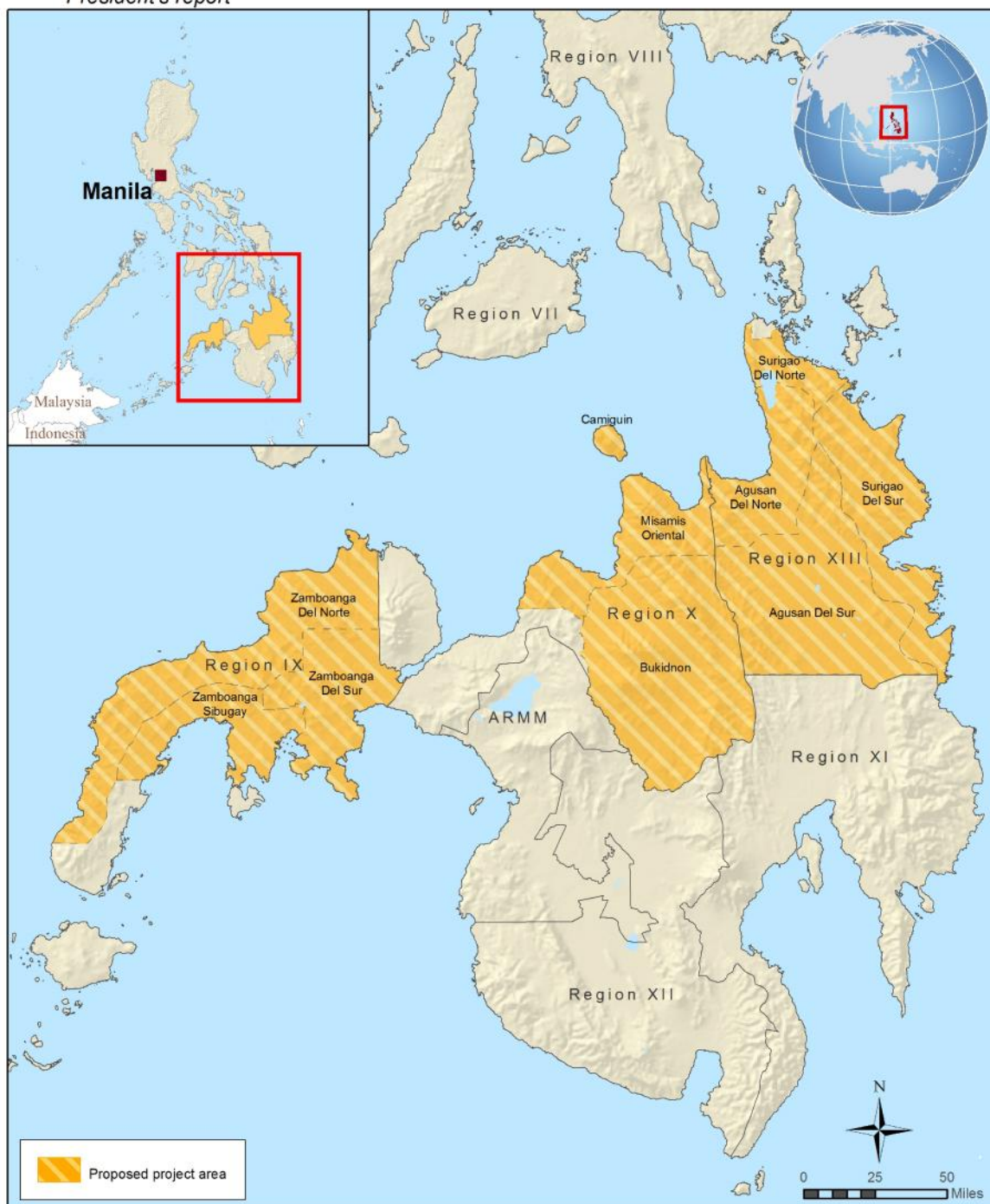
DA	Département de l'agriculture
DRA	Département de la réforme agraire
DERN	Département de l'environnement et des ressources naturelles
DST	Département des sciences et technologies
DCI	Département du commerce et de l'industrie
INC	Initiative nationale de convergence
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

Republic of the Philippines

Convergence on Value Chain Enhancement for Rural Growth and Empowerment Project (CONVERGE)

President's report



Source: FIDA; 23/04/2014

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République des Philippines

Projet de convergence sur le renforcement des filières en faveur de la croissance et de l'autonomisation du milieu rural (CONVERGE)

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République des Philippines
Organisme d'exécution:	Département en charge de la réforme agraire
Coût total du projet:	52,53 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	22,8 millions d'EUR (équivalant approximativement à 25,01 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Ordinaires: délai de remboursement de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de 3 ans, à un taux d'intérêt annuel correspondant à 100% du taux de référence établi par le FIDA
Contribution de l'emprunteur:	9,59 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	17,93 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement à la République des Philippines pour le Projet de convergence sur le renforcement des filières en faveur de la croissance et de l'autonomisation du milieu rural (CONVERGE), telle qu'elle figure au paragraphe 37.

Proposition de prêt à la République des Philippines pour le Projet de convergence sur le renforcement des filières en faveur de la croissance et de l'autonomisation du milieu rural (CONVERGE)

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. En 2009, la population atteignait 92,2 millions d'habitants, avec un taux de croissance annuel de 2,04%. En 2010, le revenu national brut s'élevait à 4 002 USD par habitant (en dollars de 2008). Depuis 1981, la croissance annuelle du produit intérieur brut est en moyenne de 3,1%, sauf pour la période 2001-2010 où elle n'a atteint que 2,3%. De 2004 à 2010, le taux d'inflation global a approché les 5,6%. L'indice de développement humain, qui était de 0,638 en 2010, a classé ce pays 97^e sur 169; cet indice – de 0,744 en 1998 – montre bien qu'en 12 ans les efforts de développement ont été sans effet sur l'amélioration du développement humain aux Philippines. L'indicateur sexospécifique du développement humain est passé de 0,768 en 2005 à 0,742 en 2008, et l'indicateur de la participation des femmes a chuté également, passant de 0,590 en 2005 à 0,560 en 2008. L'incidence nationale de la pauvreté a décru légèrement: 21,1% de familles pauvres en 2006 contre 20,9 en 2009. Cependant, du fait de la croissance démographique, le nombre de familles pauvres est passé pour la même période de 3,67 millions à 3,86 millions, chiffre supérieur à celui de 2003. Les agriculteurs et les pêcheurs représentent les groupes les plus pauvres du pays, le taux de pauvreté qui les affecte étant respectivement de 44% et de 50% en 2006. Au niveau national, les inégalités de revenus demeurent élevées, avec un coefficient de Gini de 0,448.
 2. Ces dernières années, l'échec de la lutte contre la pauvreté reflète le sous-investissement et la faible croissance du revenu par habitant; la forte croissance de la population et les taux élevés de personnes à charge, les catastrophes naturelles ainsi que les pressions inflationnistes principalement dues à la hausse des prix du pétrole et des produits alimentaires. Malgré l'absence de progrès en termes de réduction du taux de pauvreté au cours des dernières années, le Plan de développement des Philippines 2011-2016 prévoit que le pays pourra encore atteindre, d'ici à 2015, les niveaux de réduction de la pauvreté prévus par les Objectifs du Millénaire pour le développement. Il existe des facteurs favorables qui peuvent aider le pays à se libérer de sa situation endémique et généralisée de pauvreté rurale, d'injustice et de retard du développement humain. Parmi ces facteurs, citons une situation saine au niveau de la balance des paiements, des années de réforme du commerce (d'où un secteur industriel relativement exempt des distorsions liées aux subventions et à un fort protectionnisme), une monnaie stable, une faible inflation et une évolution politique positive.
- #### B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats
3. Le projet proposé s'inscrit dans le droit fil du Plan de développement des Philippines 2011-2016, du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015 et du Programme d'options

stratégiques du FIDA pour les Philippines pour la période 2010-2014. L'aide financière du FIDA en faveur de ce projet se justifie dans la mesure où ce dernier:

- i) exploite les possibilités d'appuyer le processus de réforme agraire et aide à répondre aux besoins des bénéficiaires de la réforme agraire, mal ou pas du tout desservis, à travers l'adoption d'une approche-filière visant à renforcer la croissance agricole et le développement du secteur agroalimentaire, l'objectif étant de tirer le maximum d'avantages du programme de distribution des terres;
- ii) favorise l'harmonisation des efforts de développement rural déployés par le Département de la réforme agraire (DRA), le Département de l'agriculture (DA), le Département de l'environnement et des ressources naturelles (DERN) et d'autres organismes participant au développement du secteur agroalimentaire, afin de maximiser l'impact sur la réduction de la pauvreté en milieu rural; et iii) soutient l'approche de regroupement des communautés de la réforme agraire adoptée par le département concerné en vue de réaliser des économies d'échelle en termes de production, d'accès aux marchés et de fourniture de services, cela afin de tirer parti du développement des filières. Le projet non seulement contribuera à la réalisation de l'objectif inscrit dans le Plan de développement des Philippines, à savoir disposer d'un secteur agricole et halieutique compétitif et durable grâce à l'amélioration de la sécurité alimentaire et à l'accroissement des revenus en milieu rural, mais soutiendra également le Programme complet de réforme agraire au niveau national.

4. Le projet fait partie de l'Initiative nationale de convergence (INC), qui vise à synchroniser les actions des trois départements engagés dans le développement du secteur agroalimentaire – le DRA, le DA et le DERN – et à optimiser l'emploi des ressources disponibles en faveur d'un développement rural durable. Des liens seront établis avec le Département du commerce et de l'industrie (DCI) dans le cadre du Programme de promotion de la microentreprise rurale; avec le DA dans le cadre du deuxième Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera; et avec le DERN dans le cadre du nouveau Projet de gestion intégrée des ressources naturelles et de l'environnement, approuvé par le Conseil d'administration du FIDA en décembre 2012. Les enseignements tirés de projets antérieurs ou en cours ont été intégrés dans la conception du présent projet.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

5. La région IX, la région X et Caraga, situées respectivement à l'ouest, au nord et au nord-est de l'île de Mindanao, constituent la zone d'intervention du projet. Ces trois régions – les plus pauvres du pays – regroupent 18% des personnes vivant sous le seuil national de pauvreté. À l'intérieur de ce périmètre, le projet ciblera 11 groupes de communautés de la réforme agraire, soit 93 communautés dans 48 municipalités réparties dans 10 provinces. Le groupe cible est composé de bénéficiaires de la réforme agraire, d'autres petits exploitants, de jeunes ruraux chômeurs ou sous-employés, de populations autochtones, de femmes ainsi que de partenaires pour le développement d'entreprises, notamment les organisations populaires. Au total, la taille du groupe cible est estimée à 144 732 ménages agricoles (environ 773 106 personnes), dont des barangay (villages) ne faisant pas partie des communautés de la réforme agraire et des ménages autochtones. Sur ce total, les bénéficiaires de la réforme agraire représentent 59 217 ménages, dont 30% sont dirigés par des femmes. Les principales cultures sont la noix de coco, le riz, le maïs, le caoutchouc, la banane, les légumes à haute valeur ajoutée, l'huile de palme, le café et le manioc. Environ 29% des revenus moyens des communautés de la réforme agraire sont inférieurs au seuil de pauvreté.

B. Objectif de développement du projet

6. L'objectif global du projet est de contribuer à réduire l'incidence de la pauvreté dans les dix provinces d'intervention situées dans la région IX, la région X et Caraga. Son objectif de développement est de faire en sorte que les bénéficiaires

de la réforme agraire et les autres petits agriculteurs des régions IX et X et de Caraga parviennent à accroître leur productivité et deviennent des entrepreneurs compétitifs qui contribuent au développement général du monde rural. Au nombre des indicateurs d'impact et de résultats attendus pour quelque 35 000 ménages et 100 organisations populaires (coopératives et associations agricoles, par exemple) au sein des 11 groupes de communautés de la réforme agraire, citons:

i) l'accroissement des revenus annuels moyens; ii) l'augmentation des revenus tirés de nouvelles activités agricoles; iii) l'accroissement de la possession d'actifs par les ménages; et iv) la diminution de la prévalence de la malnutrition infantile.

C. Composantes/résultats

7. Les composantes du projet sont les suivantes: 1) analyse des filières et planification participatives; 2) développement intégré de l'agriculture paysanne et des entreprises rurales; 3) subdivision de l'attribution des certificats collectifs d'enregistrement des titres fonciers et facilitation du programme de redistribution des terres; et 4) gestion de projet, suivi-évaluation (S&E) et gestion des savoirs.
8. Composante 1: analyse des filières et planification participatives. Cette composante devrait avoir pour effet la validation et la mise en œuvre de plans de développement de filières pour les cultures retenues et, en conséquence, l'amélioration des revenus agricoles. Dans chacun des 11 groupes de communautés de la réforme agraire, la composante appuiera: i) la validation des propositions de développement des filières, telles qu'identifiées par les études de faisabilité; ii) le recensement des lacunes et des inefficiences au sein des filières, ainsi que les solutions et les investissements nécessaires; iii) le recensement des organisations populaires et des organisations du secteur privé désirant et étant capables de participer au développement des filières; et iv) l'actualisation des plans d'investissement des communautés de la réforme agraire dans les filières.
9. Composante 2: développement intégré de l'agriculture paysanne et des entreprises rurales. Cette composante devrait avoir pour effet l'amélioration de la production, l'ajout de valeur et la commercialisation des produits agricoles sélectionnés. Elle compte deux sous-composantes: i) le développement des entreprises agricoles et des activités liées aux filières; et ii) l'investissement dans les infrastructures rurales liées aux filières.
10. Dans le cadre du développement des entreprises agricoles et des activités liées aux filières, le projet appuiera l'amélioration de la quantité et de la qualité de la production au niveau de l'exploitation agricole ainsi que l'échelonnement de la production en fonction de la demande. Cet objectif sera atteint grâce à la formation des agriculteurs, au renforcement de leurs capacités et à la fourniture de conseils techniques en gestion agricole sur les essais de produits, l'analyse des sols, la gestion et les technologies de production, l'adaptation aux menaces liées au changement climatique, la sensibilisation aux questions environnementales et l'adoption de bonnes pratiques agricoles. Ces activités associeront le secteur privé (agents de vulgarisation employés par les acheteurs ou les groupeurs, par exemple) et/ou le secteur public (facilitateurs de développement au sein du DRA, personnel technique des unités gouvernementales locales, Institut de formation agricole, etc.). Pour ce qui est de l'ajout de valeur et de la diversification, le projet favorisera la création des modèles d'activités appropriées et des structures institutionnelles requises pour permettre aux petits exploitants et à leurs organisations de s'engager dans l'ajout de valeur et le développement d'activités, avec une gestion par le secteur privé des filières créées. Grâce à la différenciation des produits, à l'ajout de valeur et à la diversification susmentionnés, la part que recevra l'agriculteur au sein de ces filières sera accrue. Les activités du projet seront mises en œuvre moyennant l'octroi de dons de contrepartie lorsque les perspectives d'amélioration de la rentabilité au profit du groupe cible sont évidentes. À citer, parmi les autres investissements susceptibles de favoriser l'ajout de valeur, l'octroi d'une assistance pour le développement du produit, le choix de la

marque, son conditionnement, sa distribution, sa certification ou son homologation, l'amélioration de la technologie et de l'équipement, et le développement organisationnel grâce à la formation, la priorité étant de satisfaire la demande. Sur la base d'un partage des coûts, le projet financera les investissements à hauteur des contributions des participants du secteur privé pour les propositions remplissant les conditions requises et le financement des équipements liés aux installations après récolte.

11. Afin de promouvoir la commercialisation et les investissements, le projet créera des liens au sein de la filière entre les fournisseurs d'intrants, les producteurs et les acheteurs afin de renforcer la rentabilité des activités agricoles. À ce titre, une assistance sera fournie à la consolidation des approvisionnements pour pouvoir répondre aux exigences des acheteurs et des investisseurs en termes de volume et de fréquence. Cette assistance comportera un appui à l'amélioration et/ou à l'extension des systèmes d'information sur le marché déjà en place (foires commerciales, forums d'affaires ou tribunes d'investisseurs) et une aide aux négociations avec les acheteurs et les investisseurs pour les locations à bail, les cultures sous contrat, les entreprises conjointes ou les accords de commercialisation. Le projet fera appel à l'expertise d'organismes tels que le DA, le DERN, le DCI, et le Département des sciences et technologies (DST) pour permettre aux bénéficiaires cibles d'optimiser la production des denrées de leur choix, d'améliorer leur accès au marché et leur compétitivité, de générer des profits plus importants et de fournir un ensemble de services plus intégrés dans les filières à développer en priorité. Le projet aidera également les bénéficiaires à accéder au financement octroyé par les banques et le secteur de la microfinance, moyennant une combinaison d'approches: des entreprises du secteur privé participant à la filière; des subventions de contrepartie octroyées aux agriculteurs, aux organisations populaires et aux organisations du secteur privé répondant strictement aux critères d'admissibilité en matière d'investissements; du renforcement de la capacité des organisations paysannes viables d'accéder au secteur bancaire officiel, aux institutions de finance gouvernementales et aux organismes de microfinance; et de liens avec les institutions financières pour la mise au point de dispositifs et de produits de financement appropriés au lancement de filières par les groupes de communautés de la réforme agraire.
12. Dans le cadre de l'investissement dans les infrastructures rurales liées aux filières, le projet, à l'issue d'une démarche de planification participative menée avec les communautés de la réforme agraire ciblées et les membres du groupe cible, investira dans des sous-projets d'infrastructure rurale en appui à la création de filières satisfaisant aux critères d'admissibilité et de priorité. Parmi les sous-projets d'infrastructure admissibles figurent les routes reliant les fermes aux marchés, la réhabilitation des systèmes d'irrigation communaux, la collecte et la gestion de l'eau, les installations après récolte (stockage, centres de vente aux enchères, etc.) et l'approvisionnement en eau pour la transformation de la production locale destinée aux filières. Des associations d'irrigants et des groupes/associations d'agriculteurs exploiteront et entretiendront les systèmes d'irrigation communaux et les installations après récolte, tandis que les unités administratives locales seront responsables de l'entretien des routes reliant les fermes aux marchés. Les investissements dans la construction de routes supplémentaires ne se concrétiseront qu'après que les unités administratives locales en aient garanti le financement. De plus, la capacité de ces unités à financer et à assurer l'entretien des routes fera l'objet d'un suivi attentif.
13. Composante 3: subdivision de l'attribution des certificats collectifs d'enregistrement des titres fonciers et facilitation du programme de redistribution des terres. Il s'agira, dans le cadre de cette composante, de prendre en charge la subdivision des certificats d'enregistrement des titres fonciers et la facilitation du programme de redistribution des terres afin de stabiliser les droits de propriété dans les zones d'intervention du projet. Les agriculteurs seront

ainsi en mesure d'accroître la productivité de leurs terres et auront accès au crédit, ce qui leur permettra de se lancer dans des activités agroalimentaires avec des investisseurs privés. Les produits et les effets visés par cette composante s'inscriront dans le cadre du programme ordinaire du Ministère de la réforme agraire et seront financés sur le budget ordinaire de ce ministère.

14. Composante 4: gestion de projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs. Cette composante devrait assurer la conclusion dans les temps du projet, le respect des limites du budget accordé et la satisfaction des bénéficiaires. Il aura pour produit une gestion régulière, rentable et transparente, qui sera également respectueuse de l'égalité hommes-femmes et des différences culturelles. Cette composante financera la gestion et la coordination du projet et le S&E aux niveaux national, régional et provincial. Elle couvrira également les frais relatifs au personnel des projets sous contrat basé au bureau central de gestion du projet, à Mindanao, aux 3 bureaux régionaux et aux 11 bureaux provinciaux, aux honoraires du personnel du DRA affecté principalement au projet, au matériel, aux véhicules, aux consultants de courte durée, à la formation, à l'élaboration des manuels et aux études de cas ainsi qu'aux coûts de fonctionnement.

III. Exécution du projet

A. Approche

15. La stratégie d'ensemble du projet repose sur les piliers ci-après: i) adoption d'une approche participative de création de filières pour permettre aux bénéficiaires cibles d'optimiser la production des denrées choisies, d'accroître durablement la rentabilité des exploitations agricoles, d'améliorer leur accès au marché et leur compétitivité et de générer de plus grands profits; ii) application de critères de convergence dans la mise en œuvre des activités du projet, sous la responsabilité du DRA, pour renforcer l'investissement et favoriser un climat propice à l'agro-industrie; iii) adoption de l'approche de groupe de communautés de la réforme agraire pour aider les communautés de la réforme agraire à mettre en place des filières; iv) exécution menée par l'intermédiaire du DRA à tous les niveaux, avec la participation des autres agences (par exemple, le DCI, le DST, les unités administratives locales et la Commission nationale des peuples autochtones); et v) accent mis sur la gestion des savoirs et l'apprentissage pour garantir que l'expérience et les enseignements tirés améliorent la performance du projet et permettent de reproduire ces activités et de les diffuser à plus grande échelle.
16. Le projet aura une durée de six ans. La stratégie de mise en œuvre sera la suivante: i) ciblage géographique pour identifier les zones d'intervention du projet et dresser une liste préliminaire des denrées cibles sur la base des 11 études de faisabilité et plans d'investissement préparés ; ii) sélection des organisations du secteur privé en mesure de fournir les services de commercialisation ou autres respectant les critères d'éligibilité proposés pendant la phase initiale d'analyse et de planification participatives des filières; iii) autociblage par les membres du groupe cible en fonction de leur intérêt à participer aux activités du projet; iv) recensement des ménages non défavorisés en fonction de leur appartenance à des organisations populaires ou autres types d'organisations; et v) fourniture de biens publics – routes améliorées reliant les fermes aux marchés, systèmes d'irrigation communaux réhabilités, installations après récolte, etc. Des consultations ont eu lieu avec la Commission nationale des peuples autochtones, l'organisation chargée de soutenir l'intégration des communautés autochtones. Les activités menées auprès de ces communautés, qui constituent un sous-groupe du groupe cible, seront réalisées dans le cadre du Plan de développement durable et de protection des espaces domaniaux ancestraux de la Commission nationale des peuples autochtones. Cette approche suppose que soit mis en œuvre le principe de consultation/consentement libre et préalablement informé sur toutes les activités du projet, moyennant la fourniture d'informations appropriées.

B. Cadre organisationnel

17. Le projet sera mis en œuvre par le DRA, en collaboration avec le DA, le DERN, le DCI et le DST. Le DRA a les capacités et les structures institutionnelles nécessaires pour assumer ce rôle; il a également une grande expérience dans ce domaine, que lui a permis d'acquérir l'exécution de plus de 60 projets bénéficiant de financements extérieurs dont deux clos récemment, appuyés par le FIDA sur l'île de Mindanao, et dont la mise en œuvre a été couronnée de succès. Le DRA dispose de personnel à tous les niveaux du gouvernement, jusqu'à l'échelon municipal (agents municipaux pour la réforme agraire), ainsi que d'un facilitateur du développement affecté à chacun des 11 groupes de communautés de la réforme agraire pour travailler avec les bénéficiaires. La structure de gestion du projet comprend: un bureau central de gestion du projet, basé à Cagayan de Oro (région X); des bureaux régionaux implantés dans chacune des trois régions; et des bureaux provinciaux établis dans chacune des dix provinces (existence de deux divisions opérationnelles à Bukidnon). La structure de contrôle comprend un comité national de pilotage – instance décisionnelle du projet; un comité régional pluripartite dans chacune des trois régions d'intervention, chargé de conseiller les responsables régionaux de l'exécution sur les grandes orientations et/ou problèmes techniques et opérationnels, et aussi de garantir la participation des agences régionales à la mise en œuvre du projet; et une équipe affectée aux opérations de regroupement dans chacun des 11 groupes de communautés de la réforme agraire afin de coordonner la fourniture des services gouvernementaux à ces groupes.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

18. Au départ, le personnel de projet et les parties prenantes au niveau national et régional prépareront un plan de travail et budget global pluriannuel pour la réalisation des objectifs du projet, que devra approuver le Comité de pilotage du projet. La Planification participative des plans de travail et budgets annuels (PTBA) commencera au niveau des barangay et des groupes de communautés de la réforme agraire, avec la participation des représentants de ces groupes, des équipes affectées aux opérations de regroupement et des bureaux provinciaux de gestion du projet. Le projet sera doté d'un système de S&E axé sur les résultats pour rendre compte de l'état d'avancement du projet et des progrès accomplis en termes de produits, d'effets et d'impact. Le système global de S&E comprendra des rapports réguliers et un suivi effectués par le bureau central de gestion du projet sur la base des données fournies par les bureaux régionaux, les bureaux provinciaux et les agences d'exécution et des communications sur les progrès physiques du projet et les comptes financiers tenus par le bureau central et les bureaux régionaux/provinciaux. Durant la première année du projet, le DRA conduira une étude de référence couvrant tous les indicateurs du cadre logique, y compris ceux du Système de gestion des résultats et de l'impact, et mènera par la suite des enquêtes d'impact à mi-parcours et à l'achèvement du projet. Des unités de S&E et de gestion des savoirs seront créées à tous les niveaux d'exécution. Les résultats contenus dans la documentation S&E contribueront à l'amélioration de l'environnement entrepreneurial des petits exploitants aux Philippines, dans une optique d'élargissement du projet à l'ensemble du pays.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. La gestion financière du projet suivra les systèmes, règles et réglementations du gouvernement pour ce qui est des encaissements et décaissements du montant du prêt à condition que ces dispositions soient compatibles avec les procédures habituelles du FIDA en la matière. Le Bureau du Trésor, sous l'autorité du DRA, administrera un compte attitré exclusivement au prêt. Le DRA, par l'intermédiaire du bureau central de gestion du projet, sera responsable de la gestion globale des fonds du projet, et notamment: du contrôle des opérations du projet, des passations de marchés, du contrôle interne, de la comptabilité, de l'examen et

consolidation des PTBA; des rapports techniques et financiers et des audits; et de la consolidation des comptes et des demandes de retrait. Les bureaux régionaux et provinciaux rendront compte de l'utilisation des fonds du projet. Le DRA signera un mémorandum d'accord avec chacune des agences d'exécution partenaires au niveau national, régional, provincial et municipal, qui précisera les services et aides à apporter par chaque organisme et ceux incombant au projet.

20. Les fonds ne seront décaissés qu'après examen, par le FIDA, du manuel d'exécution du projet. Les directives contenues dans ce manuel devront être compatibles avec les politiques, systèmes et procédures du gouvernement et du FIDA. Les états financiers annuels sont présentés conformément aux normes comptables reconnues, telles que les normes internationales d'information financière (IFRS), les normes internationales pour le secteur public (IPSAS) ou les normes nationales pertinentes dans les cas où ces dernières se rapprochent des meilleures pratiques internationalement reconnues et/ou sont réputées fournir les informations minimales requises.
21. Les états financiers consolidés du projet feront l'objet d'un audit annuel, conformément aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Tous les comptes du projet seront vérifiés, y compris les sources de financement. Des rapports d'audit annuels seront soumis au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice.
22. Le projet respectera la législation du gouvernement sur la passation des marchés (RA 9184), sur la base des dernières règles en vigueur à condition qu'elles soient compatibles avec les directives du FIDA en la matière. Ce dernier appliquera une politique de tolérance zéro en matière de fraude, de corruption, de pratiques collusoires ou coercitives.

E. Supervision

23. Chaque année, le FIDA et l'Office national de l'économie et du développement mèneront conjointement une mission de supervision et d'appui à l'exécution complète et 6 à 9 mois plus tard une mission post-supervision en fonction des progrès.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

24. Le coût du projet est estimé à environ 52,53 millions d'USD, sur une période d'exécution de 6 ans, dont 5,96 millions d'USD en taxes et droits, soit 11% du coût total. Les provisions pour imprévus financiers et pour imprévus techniques ont été calculées respectivement à hauteur 3% et de 3,5% des coûts de base par l'Autorité nationale de développement économique.

Tableau 1
Coût indicatif du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composantes	Prêt du FIDA		Gouvernement		Autorités administratives locales		Bénéficiaire/soumissionnaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Analyse et planification participatives des filières	0,58	63,5	0,34	36,5	-	-	-	-	0,92	1,8
2. Développement intégré de l'agriculture paysanne et des entreprises rurales.										
i. Développement des entreprises agricoles et des activités liées aux filières	11,78	35,6	1,72	5,2	2,01	6,1	17,56	53,1	33,07	63,0
ii. Infrastructures rurales liées aux filières	10,86	79,0	1,05	7,6	1,47	10,7	0,37	2,7	13,74	26,2
Sous-total	22,63	48,3	2,77	5,9	3,48	7,4	17,93	38,3	46,81	89,1
3. Gestion du projet, suivi-évaluation et gestion des savoirs										
1. Suivi-évaluation et gestion des savoirs	0,93	50,9	0,90	49,1	-	-	-	-	1,83	3,5
2. Gestion de projet	0,86	29,0	2,10	71,0	-	-	-	-	2,96	5,6
Sous-total	1,80	37,4	3,00	62,6	-	-	-	-	4,80	9,1
Total	25,01	47,6	6,11	11,6	3,48	6,6	17,93	34,1	52,53	100,0

B. Financement du projet

25. Le financement du projet comprend: i) un prêt du FIDA de 25,01 millions d'USD (47,6%); et ii) une contribution de l'emprunteur de 9,59 millions d'USD constituée d'un financement de contrepartie du gouvernement national de 6,08 millions d'USD (11,6%) et d'un financement des unités administratives locales de 3,51 millions d'USD (6,6%); et iii) des contributions des soumissionnaires et des bénéficiaires à hauteur d'environ 17,93 millions d'USD (34,1%). Le plan de financement, par catégories de dépenses, est présenté dans le tableau 2 ci-après. Les catégories de dépenses peuvent être fusionnées dans des catégories plus larges dans la convention de financement.

Tableau 2
Coût indicatif du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégories de dépenses	Prêt du FIDA		Gouvernement		Autorités administratives locales		Bénéficiaire/soumissionnaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Travaux	9,79	80,0	0,61	5,0	1,47	12,0	0,37	3,0	12,24	23,3
2. Équipement et matériel (pour le développement des exploitations et des entreprises)	8,17	30,0	0,68	2,5	1,50	5,5	16,88	62,0	27,23	51,8
3. Équipement et matériel (pour les filières)	1,87	55,0	0,34	10,0	0,51	15,0	0,68	20,0	3,40	6,5
4. Consultants	3,69	73,0	1,36	27,0	-	-	-	-	5,05	9,6
5. Formation et ateliers	1,32	71,7	0,52	28,3	-	-	-	-	1,85	3,5
6. Équipement	0,17	35,0	0,32	65,0	-	-	-	-	0,49	0,9
7. Personnel gouvernemental d'appui	-	-	0,80	100,0	-	-	-	-	0,80	1,5
8. Fonctionnement et maintenance	-	-	1,48	100,0	-	-	-	-	1,48	2,8
Total	25,01	47,6	6,11	11,6	3,48	6,6	17,93	34,1	52,53	100,0

C. Résumé des avantages et analyse économique

26. Environ 35 000 ménages ruraux devraient bénéficier directement du projet, avec notamment 3 000 emplois créés par le projet dans le sous-secteur valeur ajoutée. Quelque 15 000 foyers (non comptabilisés ailleurs) tireront avantage de l'amélioration des routes rurales, portant ainsi à 50 000 le nombre total de ménages bénéficiaires du projet. Les principales plus-values découlant de l'investissement du projet dans les groupes de communautés de la réforme agraire ciblées proviendront des produits prioritaires identifiés par les études de faisabilité. Au niveau de la ferme, les avantages devraient résulter de l'accroissement de la production et de l'amélioration de la productivité, de l'ajout de valeur au niveau de la ferme et de la hausse des prix du fait tant de l'amélioration de la qualité que de

l'efficacité de la commercialisation. Des avantages supplémentaires devraient être générés par le programme de renforcement des capacités (notamment dans le domaine de la participation à la création d'activités rurales et de filières et, s'agissant des agences d'exécution, meilleure capacité à cibler et à gérer la réduction de la pauvreté, et à conduire des programmes de développement rural de manière participative et dans le respect de l'égalité hommes-femmes).

27. L'impact financier et économique du projet a été évalué moyennant: i) la préparation d'études de faisabilité détaillées relatives aux investissements dans les filières susceptibles d'être réalisés dans le cadre du projet; et ii) l'analyse de chaque modèle pour vérifier l'impact probable au niveau des agriculteurs, par rapport aux revenus traditionnels hors projet. Le projet affiche un taux de rentabilité économique de 44,6% et un ratio coût-bénéfice de 1:57, et une actualisation des avantages et des coûts de 15%. L'analyse de sensibilité montre que ces résultats sont fiables. Par exemple, le projet resterait viable en cas de hausse des coûts à hauteur de 20% et de baisse des avantages de 20%. Les analyses budgétaires économiques et agricoles seront actualisées sur la base de la demande du marché et une analyse des filières sera menée au cours de la première année du projet.

D. Durabilité

28. Les éléments suivants ont été intégrés dans la conception du projet afin de garantir la durabilité des investissements et avantages proposés: i) en consacrant la première année d'exécution à l'analyse, à l'identification et à la planification des investissements du projet dans les filières prioritaires en y associant les agriculteurs, leurs organisations et le secteur privé; ii) l'expérience et les enseignements tirés de l'exécution des 11 études de faisabilité contribueront également à garantir la durabilité des investissements ultérieurs; iii) le projet met fortement l'accent sur la participation à long terme du secteur privé dans une optique de renforcement de la durabilité des investissements et des avantages; iv) il appuiera tous les accords contractuels ou autres reliant les petits agriculteurs au secteur privé pour que ces derniers puissent progresser dans la chaîne d'approvisionnement et majorer l'ajout de valeur; v) les bénéficiaires et les unités administratives locales seront associés moyennant la fourniture de fonds de contrepartie pour le financement des infrastructures et équipements, dont ils seront responsables du fonctionnement et de l'entretien; vi) la conception du projet prend en compte les savoirs, systèmes et pratiques des peuples autochtones, ce qui garantira également la durabilité des interventions du projet dans les zones où ces populations sont présentes; et vii) 18 mois avant la date d'achèvement du projet, le bureau central de gestion du projet travaillera en étroite collaboration avec toutes les parties prenantes au niveau national, régional, provincial et municipal ainsi qu'avec les communautés de la réforme agraire et les barangay afin de mettre au point une stratégie de retrait et un plan de durabilité basé sur des mécanismes spécifiques pour garantir la durabilité après la clôture du projet.

E. Identification et atténuation des risques

29. Le premier risque est que la coordination effective entre les trois agences de l'INC (le DRA, le DA et le DERN) soit plus difficile à mettre en œuvre sur le terrain qu'au niveau national. Le projet a été conçu pour contrer ce risque comme suit: i) toutes les agences ayant un rôle dans l'exécution du projet seront membres du comité de pilotage du projet, habilité à résoudre les problèmes de coordination interagences; ii) toutes les agences d'exécution auront un responsable de l'INC par l'intermédiaire duquel le projet pourra interagir au niveau national; iii) les trois comités régionaux pluripartistes comprendront des représentants de toutes les agences concernées pour garantir une coordination effective de la mise en œuvre du projet dans les régions d'intervention et dans les groupes de communautés de la réforme agraire; et iv) au sein de ces derniers, les équipes des opérations de regroupement comprendront des agents associés à l'exécution quotidienne du projet. Le deuxième

risque porte sur le degré de volonté du secteur privé à s'impliquer concrètement dans l'exécution de la composante 2, pourtant essentielle au succès du projet. Ce risque est contrecarré par: i) la composante 1 et l'analyse et le processus de planification participatifs, qui associeront tous les participants potentiels, y compris les représentants des agences du secteur privé concernés par certaines filières soumises à analyse; et ii) la publication, durant l'analyse des filières et le processus de planification, de la disponibilité des subventions pour la création de filières afin de contrebalancer les investissements du secteur privé, avec précision du montant des subventions disponibles et des modalités et conditions d'attribution pour les différentes interventions. Le troisième risque est la faible capacité des unités administratives locales les plus pauvres à fournir les fonds de contrepartie nécessaires pour l'investissement dans les infrastructures rurales. Le projet a contré ce risque en passant avec le gouvernement un accord concernant un plan de financement de ces investissements, sur la base des ratios suivants: 80% pour le prêt du FIDA, 5% pour les fonds de contrepartie du gouvernement national, 12% en moyenne pour les fonds des unités administratives locales et 3% pour les contributions des bénéficiaires.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

30. Les politiques du FIDA en rapport avec le projet sont les suivantes: Politique du FIDA en matière de ciblage; Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; Politique du FIDA relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones; Politique du FIDA relative aux entreprises rurales; Stratégie du FIDA pour le partenariat et le développement du secteur privé; Stratégie du FIDA concernant le changement climatique; Politique du FIDA en matière de finance rurale; et Politique du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. La conception de ce projet tient compte de ces politiques ainsi que des enseignements tirés du programme de pays du FIDA. Le projet est classé en catégorie B et applique les mesures d'atténuation suivantes: le développement des filières est résilient au changement climatique, respectueux de l'environnement et durable; les activités de formation incluent la gestion et l'adaptation aux menaces du changement climatique ainsi qu'une sensibilisation aux questions environnementales; des systèmes de production durables et soucieux de l'environnement seront encouragés (par exemple, utilisation de l'approche des systèmes agricoles, adoption de bonnes pratiques agricoles et de variétés moins sensibles au changement climatique); et le DERN et ses bureaux locaux seront associés afin de garantir la conformité du développement des filières aux bonnes pratiques de gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

B. Alignement et harmonisation

31. L'objectif du projet est en harmonie avec celui du Plan de développement des Philippines, à savoir mettre en place un secteur agricole et halieutique compétitif et durable. Le projet viendra compléter l'action d'autres donateurs dans le même secteur Banque asiatique de développement, Agence japonaise de coopération internationale et Banque mondiale afin de renforcer l'impact sur la réduction de la pauvreté et sur la concertation avec le gouvernement et les autres parties prenantes. Le FIDA travaillera également avec des programmes gouvernementaux afin d'améliorer la gouvernance et l'environnement politique. Le projet examinera plusieurs types de collaboration entre les bénéficiaires du projet et le secteur privé, et veillera à ce que ces ententes soient équitables pour les agriculteurs et les communautés de la réforme agraire. Les organisations du secteur privé et les partenaires commerciaux peuvent jouer un rôle de premier plan et innovant en améliorant les rendements des filières existantes et émergentes par le biais d'une approche de développement axée sur l'entreprise.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

32. Ce projet est le premier projet du DRA à bénéficier d'une aide extérieure en appui à l'INC. Son investissement est peu important comparé à la croissance requise pour réduire de manière drastique la pauvreté à Mindanao. Il pourrait cependant catalyser l'amélioration des revenus des ménages et attirer d'autres investissements pour une reproduction à plus grande échelle afin de réaliser pleinement les bénéfices potentiels liés à l'avantage comparatif que possède Mindanao en ce qui concerne les principales denrées agricoles de base.

D. Participation à l'élaboration des politiques

33. Le projet financera des études techniques et gouvernementales pour la consultation et le dialogue avec les institutions concernées au niveau local et national et avec toute autre partie prenante sur la planification et la mise en œuvre de l'approche-filière pour le développement de l'agro-industrie, sur les mécanismes de convergence et autres études appropriées. Parmi les sujets d'études envisagés, citons: i) la consolidation de la production des petits exploitants pour réaliser des économies d'échelle dans le domaine de la production et de la commercialisation, des modèles d'entreprise appropriés et des dispositions légales et contractuelles; et ii) l'engagement novateur du secteur privé dans la fourniture d'infrastructures rurales en appui à la création de filières.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

34. Un accord de financement entre la République des Philippines et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié figure à l'appendice I.
35. La République des Philippines est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
36. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

37. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds fera à la République des Philippines un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à vingt-deux millions huit cent mille euros (22 800 000 EUR), équivalant approximativement à 25,01 millions d'USD, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement:

"Convergence on Value-Chain Enhancement for Rural Growth and Empowerment Project "CONVERGE"

(Negotiations concluded on 19 June 2015)

Loan Number:

Project Title: Convergence on Value-chain Enhancement for Rural Growth and Empowerment Project (the "Project")

The Republic of the Philippines (the "Borrower")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions"), are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1. The amount of the Loan is twenty-two million eight hundred thousand Euro (EUR 22 800 000).
2. The Loan is granted on ordinary terms and shall have a rate of interest per annum equivalent to one hundred percent (100 percent) of the variable reference interest rate, as determined annually by the Executive Board, and a maturity period of eighteen (18) years including a grace period of three (3) years.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollars (USD). Payments of the principal and interest shall be payable on each 01 May and 01 November.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 January.

5. Proceeds from the Loan shall be deposited in the account of the Treasurer of the Philippines, in the Designated Account for this Project, in the Bangko Sentral ng Pilipinas.

6. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of approximately six million and eighty thousand United States Dollar (USD 6 080 000). Additional counterpart funds for approximately three million five hundred ten thousand United States Dollar (USD 3 510 000) are expected to be mobilized during the Project Implementation Period by the Local Government Units (LGUs).

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Department of Agrarian Reform (DAR) or any successor thereof.

2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

1. The following are designated as additional conditions precedent to withdrawal:

(a) A national Project Steering Committee (PSC) shall have been set up as described in Schedule 1; and

(b) A draft Project Implementation Manual (PIM) shall have been submitted to the Fund.

2. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower:

The Secretary of Finance
Department of Finance
DOF Building
Roxas Boulevard
Manila, Philippines

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower.

REPUBLIC OF THE PHILIPPINES

Name and title of
Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Target Beneficiaries. The Project will directly benefit 300,512 farmer beneficiaries composed of 38,724 agrarian reform beneficiaries (ARBs) and 261,788 other rural workers in eleven agrarian reform communities (ARC) Clusters in ten (10) provinces in Region IX (Zamboanga del Norte, Zamboanga del Sur and Zamboanga Sibugay), Region X (Misamis Oriental, Camiguin and Bukidnon) and CARAGA (Agusan del Norte, Agusan del Sur, Surigao del Sur and Surigao del Norte) (Project Area). The other rural workers are composed of smallholders, un- or underemployed rural youth, indigenous peoples (IPs), women, and business development partners, including eligible people's organizations (POs – e.g. farmers' cooperatives and associations) involved in the value chains selected and willing and able to participate in Project interventions. The target are among the six poorest regions of the country. Within the three regions, the Project will target 91 ARCs and 50 municipalities in ten (10) provinces with a possible extension to qualified ARC clusters within the Bangsamoro region.

2. Goal. The Project aims to contribute to the reduction of poverty incidence ten (10) provinces of Regions IX, X and CARAGA through the promotion of sustainable livelihood activities based on key commodities e.g. rice, rubber, coffee, cassava and coco sugar that are deemed competitive in the Project Area. The agriculture and fishery sector through participatory value-chain development will improve and sustain the profitability of smallholder farmers.

3. Objectives. Specifically, the Project intends to enable ARBs and other small farmers in ten (10) provinces of Regions IX, X and CARAGA to become highly productive and competitive entrepreneurs and contribute to the achievement of broad-based rural economic growth by: (i) increasing the quantity and improve the quality of commodity production; (ii) improving the phasing of production in conjunction to meet market demand; (iii) adding value to farm produced by improving post-harvest handling/management; (iv) strengthening/developing farmers' linkage to selected value chains; and (v) diversifying sources of income through development of alternative livelihood/agri-enterprise activities in partnership with the private sector.

4. Components. The Project shall consist of the following four components: (i) Participatory Value-Chain Analysis and Planning to Link Smallholder Farmers to Existing Value-Chain Systems; (ii) Integrated Smallholders Agricultural and Rural Enterprise Development; (iii) Subdivision of Collective Certificates of Landownership Award (CLOA) and Facilitation of Land Transfer Program and (iv) Project Management, Monitoring and Evaluation and Knowledge Management.

4.1 Component A: Participatory Value-Chain Analysis and Planning to Link Smallholder Farmers to Existing Value-Chain Systems

The expected outcome of this component will be that value chain business development plans for selected crops validated and implemented resulting in improved farm income. This component will provide in each of the 11 ARC clusters: (i) validation of priority commodities and market analysis of the potential of the major commodities for future value chain development; (ii) prioritization of the commodities, processing and rural-based enterprises for Project support and identification of the "anchor value chain" and the "secondary" enterprises; (iii) identification of the gaps and inefficiencies in the value-chains and solutions and

investments required; (iv) identification of POs (associations, cooperatives) and private sector organizations wishing to participate and capable of participating in the value-chain development; and (v) updated ARC Value-chain Investment Plans (ARC-VIPs).

Commodity value-chain investment plans for the eleven ARC clusters were implemented in 2014/15 by DAR. Activities under this component include value-chain investment planning for secondary crops, as well as capacity building to ensure that small-scale producers/processors can adapt to market changes.

4.2 Component B: Integrated Smallholders Agricultural and Rural Enterprise Development

This component is developed based on the results of component A. It aims to improve production, value addition and marketing of the selected agricultural commodities. The subcomponent on farm production will specifically focus on the improvement of quantity and quality of production at the farm level, and the phasing of production to meet market demands. The Project will finance the initial costs of inputs (seeds, seedlings, and fertilizers), tools and equipment, capacity building for the farmers and the provision of technical and farm management.

Subcomponent on value addition and diversification, on the other hand aims to upgrade strategies to enhance enterprise development including: product development, branding, packaging, logistics, certification,/accreditation, technology upgrading and training on post-harvest handling and storage, food safety and product quality. The Project will also undertake market and investment facilitation to develop linkages within the value chain particularly among producers and buyers and input providers to enhance the profitability of the farm enterprises. This includes support for improving the existing market information systems, conduct of trade fairs, business and investor's for a and assistance in negotiations with buyers and investors for leasehold, contract growing, joint venture or marketing arrangements.

The Project will also provide financing assistance and raise the necessary capital investment through: (i) the private sector enterprises involved in the value-chain; (ii) matching grant funds to farmers, POs and private sector organizations; (iii) assisting eligible farmers and POs to access grant funds from other sources; (iv) developing capacity of viable farmers' organizations, so they can access finance from the formal banking sector/government's financing institutions and micro-finance institutions (MFIs); and (v) the financial institutions to develop appropriate financing packages and products.

Importantly, the Project ConVERGE will invest on value-chain related rural infrastructure. This component includes provision of farm-to-market roads, bridges and drainage crossings, rehabilitation/restoration of communal irrigation systems (CIS), post-harvest facilities, and water supply required for the processing of local produce.

4.3 Component C: Subdivision of CLOA and Facilitation of Land Transfer Program

This component will cover the subdivision of CLOAs and facilitation of land transfer action to stabilize ownership and property rights in the project areas. This will provide incentive to farmers to make their lands more productive and enable them to access credit and engage in agribusiness projects with private investors. Target outputs and outcomes for this component will be under the regular programme of DAR and will be funded under the regular budget of DAR.

4.4 Component D: Project Management, Monitoring and Evaluation and Knowledge Management

The expected outcome of this component is that the Project is completed on time and within the agreed budget. This component will finance the costs of Project management and coordination, compilation, reporting and Monitoring and Evaluation (M&E) activities at national, regional and provincial levels. In addition, the Project will finance policy studies, stakeholders' consultations and other events related to the planning and implementation of the value-chain approach to agro-enterprise development, mechanisms for convergence, and any other relevant policy studies.

II. Implementation Arrangements

A. Approach

5. The Project will use a convergence approach in implementing its activities under the leadership of DAR. The National Convergence Initiative combines the efforts of three national government agencies involved in the agriculture, agrarian reform and natural resource sector, namely Department of Agriculture (DA), DAR and the Department of Environment and Natural Resources (DENR) with the aim of providing more comprehensive and integrated support to smallholders and others in the rural areas. The Project implementation will extend the concept of convergence with DA and DENR as co-implementing agencies of DAR and to involve other agencies with a potential role to play in Project implementation, including Department of Trade and Industry (DTI), Department of Science and Technology (DOST), National Commission on Indigenous Peoples (NCIP) and Mindanao Development Authority (MinDA) as well as the Department of Interior and Local Government (DILG)-LGUs.

6. The Project implementation involves essentially two phases. In the first year, the Project will use the value chain studies prepared by the DAR. Activities in the crops validated by the beneficiaries will start in those communities expressing interest in them. In tandem with the Project stakeholders, the Project will identify an appropriate package of activities to intensify production, improve productivity, and to determine the need for access to markets, roads, irrigation and other marketing infrastructure to support these crops. Once experience has been gained with activities pertaining to the selected crops, the Project will consider adding selectively other crops/farming activities of interest to the beneficiaries as expressed in the cluster development plans. Prior to doing so, the Project will conduct a simple market demand analysis and if found that there is ample demand, this will be followed (if necessary) by a simplified value chain analysis to consider providing support to other immediate points along the selected chains for which the Project will provide investment funds. The aim of this phase is to validate and review the preliminary analysis of potential priority commodities prepared during the Project design and identify the champion and secondary value chains in each of the 11 target ARC clusters in ten provinces for which the Project will provide investment funds. The next five years will be the main investment phase of the Project in developing the selected value-chains with Project support, winding down during the last year of the Project (PY6).

7. The key elements of the overall Project approach are the following: (i) implementation through the DAR structure at national, regional, provincial and municipal levels, with the participation of the other convergence agencies using existing government staff to the maximum extent possible; (ii) use of the ARC clustering approach developed by DAR for the provision of support to the ARCs for value chain development; and (iii) an emphasis on knowledge management and learning to ensure that the experience and lessons learned are available to improve

Project performance and for wider dissemination.

8. The implementation strategy will include: (i) geographic targeting to identify the Project areas and provide a preliminary list of target commodities for further assessment at the start of the Project for value chain development; (ii) selection of private sector organizations to provide marketing and/or other services that meet the proposed eligibility criteria (Annex 5) during the initial participatory value chain analysis and planning phase; (iii) self-targeting by members of the target group based on their interest in participating in Project activities; (iv) non-poor households will be targeted through their inclusion in the POs or other types of organizations formed; and (v) provision of public goods, such as improved farm to market roads, rehabilitated CIS, post-harvest facilities, etc.

9. Consultations were held with the NCIP, the organization in charged with supporting the integration of IPs in the mainstream. The approach to working with IPs as a sub-group of the target group will work within the framework of the NCIP's Ancestral Domain Sustainable Development and Protection Plan, as a way of involving the community members with the local government agencies and a vehicle to strengthen capacities of IPs in the process. This approach involves practicing the principle of free and prior informed consultation/consent on all Project activities through the provision of adequate information.

B. Organizational framework

10. DAR will be the Lead Project Agency, which will also involve DA, DENR, DTI, DOST, MinDA and DILG-LGUs. In case there will be changes in the organisation of agencies providing support to farmers/ARBs, DAR will be the Lead Project Agency to continue the implementation of this Project. DAR has the necessary institutional capacity and structure to undertake this role and the experience gained from implementing over 60 externally funded Projects, including two completed IFAD Projects that were implemented satisfactorily in Mindanao. DAR has staff at all levels of government, down to the municipal level (municipal agrarian reform officers), and a development facilitator assigned to each of the 11 ARCs to work with beneficiaries. The Project management structure involves a Central Project Management Office (CPMO) based in Cagayan de Oro in Region X; Regional Project Management Offices (RPMOs) in each of the three regions; and Provincial Project Management Offices (PPMOs) in each of the 10 provinces (two operational divisions in Bukidnon).

11. The PSC chaired by the Secretary of DAR shall be the policy making body for the Project. Other members shall be senior officials of the DA, DENR, DTI, DOST, DOF, DBM, National Economic and Development Authority (NEDA), DILG, MinDA and private sector representative. The PSC shall review and approve the Project's Annual Work Plan and Budgets (AWPBs), Annual Procurement Plans and PIM, upon the recommendation of the CPMO.

12. A CPMO located in Mindanao shall act as the PSC Secretariat, with the Project Director as the Committee's secretary. It will provide overall direction, and directly supervise project implementation in Regions IX, X and CARAGA.

13. The Multi-Stakeholder's Committee (RMSC) shall be located in Regions IX X and CARAGA. The DAR Regional Director (RD) shall chair the RMSC with senior staff representative from the DA, DENR, NEDA, DTI, DOST, NCIP, DPWH, DILG, beneficiaries representative as members. Other attached agencies, such as NIA, FIDA, and PCA, shall be invited as needed. The LGUs shall serve as resource persons when the RMSC reviews sub-project proposals prior to approval.

14. The RPMO shall be established in the three (3) regions covered by the Project, under the leadership of the DAR's RD. It shall supervise and provide technical support to project implementation in the ARC clusters.

15. A Provincial Project Management Office (PPMO) shall be located in every target province under the leadership of the DAR Provincial Agrarian Reform Officer II (PARO II). It shall implement project activities in the ARC cluster and prepare the ARC cluster AWPBs and procurement plans, monitor progress and report which shall be submitted to the RPMO.

16. A Cluster Project Operations Team (CPOT) will be convened in each ARC cluster. The CPO shall be responsible for the implementation of Project activities in the respective ARC cluster. A DAR Municipal Agrarian Reform Officer will head the CPOT with member from the DAR's development facilitators, LGUs (e.g., Municipal Agriculture Officer, Municipal Engineer, Municipal Planning and Development Officer, Municipal Environment and Natural Resources Officer), NCIP Service Center's Officer, DENR's Community Environment and Natural Resources Officer, private sector organizations and other implementing agencies as necessary.

C. Planning, monitoring and evaluation, and learning and knowledge management

17. At start-up, the Project staff and stakeholders (representatives of beneficiaries, the private sector, etc.) at national and regional levels will prepare a multi-year global workplan and budget for achieving Project objectives and targets for approval by the Project steering committee. Participatory planning of AWPBs will start at the barangay and ARC cluster levels, involving representatives of the ARCs, CPOTs and PPMOs. The Project will have a results-based M&E system to report the status of Project implementation and progress on outputs, outcomes and impact. The overall M&E system will consist of regular reports and process monitoring by the CPMO, based on data provided by RPMOs, PPMOs and implementing agencies and based on the Project's physical progress data and financial accounts, maintained by the CPMO and regional/provincial offices. During the first Project year (PY1), DAR will undertake a baseline survey to cover all indicators of the logical framework, including RIMS indicators, and, subsequently, midterm impact and completion impact surveys. Monitoring and evaluation and knowledge management units will be established in the CPMO and in each of the RPMOs and PPMOs. The outputs of these units will include documentation of innovative approaches and good practices in participatory value-chain analysis and planning methodology for sharing and replication. Based on these findings, policy studies will be prepared to contribute to improvement of the business environment for smallholder farmers in the Philippines, with a view to scaling up within the country.

D. Financial management, procurement and governance

18. Financial management of the Project will follow the government systems, rules and regulations for receipts and disbursements of proceeds from the Loan to the extent that they are consistent with IFAD's standard disbursement procedures. The Bureau of Treasury, through DAR, will maintain one Designated Account for the loan. DAR, through the CPMO, will be responsible for overall management of Project funds, which includes: oversight of Project operations, finance and procurement, implementation support for Project implementers; review and consolidation of Project AWPBs; physical and financial reports and audits; and consolidation of accounts and withdrawal applications. RPMOs and PPMOs will be accountable for Project funds received for implementation of the Project. DAR will execute a memorandum of agreement with each of the partner implementing agencies at national, regional, provincial and municipal levels to specify the services and support to be provided by each agency and by the Project. Annual financial

statements on Project funds will be prepared in accordance with acceptable government accounting standards as long as these converge towards internationally recognized best practices and/or are deemed to provide minimum disclosures. The Project audit will follow the rules and regulations of the Commission on Audit and IFAD Guidelines on Project Audits. The Project will follow government procurement regulations (RA 9184) using the latest implementing rules and regulations – to the extent that they are consistent with IFAD's Procurement. IFAD will apply a zero-tolerance policy in respect of fraudulent, corrupt, collusive or coercive actions. Where an investigation performed by IFAD, the Borrower or another competent entity has determined that fraudulent, corrupt, collusive or coercive actions have occurred in Projects financed through its loans and grants, IFAD will enforce sanctions in accordance with the provisions of applicable IFAD rules and regulations and this Agreement.

E. Supervision

19. Project supervision during the first 12-18 months will focus on ensuring that there are no delays in Project start-up and address any bottlenecks that may occur. Supervision will focus specifically: (i) the various aspects of overall Project management

to ensure that the AWPB is prepared and approved and that the PY1 AWPB is operational; (ii) the PIM, which will be prepared by the CPMO following the design completion mission and before Project start-up is in use; (iii) assessment of the Project institutional arrangements and Project management and coordination related issues; (iv) assessment of the results of the validation of the priority crops of interest to the POs and review of the need for market demand and value chain analysis for additional crops; (v) assessment of the implementation of the pilot value chains to gain lessons, as a failure to undertake these activities in a timely fashion will delay Project implementation and/or lose the benefits learned from the initial stages of the pilots; (vi) review of terms of reference of the Project value-chain staff and consultants and making and agreeing changes, if necessary; (vii) re-examining the need for subsidies and review options for cost recovery through the use of guarantees for bank loans to participating enterprises and the ability of farmers to obtain production credit; (viii) the Project financial management, accounting and internal controls processes are satisfactory at central, regional, provincial levels and within the ARC clusters; (ix) the bank accounts have been opened and the initial deposit received from IFAD; (x) a functioning M&E/KM system has been set up; (xi) the initial procurement of goods and services, especially that of the Project management staff and value-chain consultants, is completed in a timely fashion; and (xii) the training relating to various aspects of Project management, e.g. financial management, procurement, physical and financial reporting, etc. is being implemented. By concentrating on these subjects, the delays that often affect the start-up of IFAD Projects can be avoided or addressed before they lead to significant delays.

20. Annually, IFAD and the NEDA will conduct a full supervision and implementation support mission jointly with the government and a post-supervision mission 6-9 months later depending on progress. Expertise required will include: (i) a value-chain specialist familiar with Mindanao and value-chains that have provisionally been identified during Project design; (ii) a rural infrastructure specialist; (iii) a financial management specialist familiar with both IFAD and government procedures responsible for financial management, loan disbursements and procurement; and (iv) a community development specialist from time to time. Staff members from IFAD, the DAR SSO-FAP and NEDA will also be on the missions.

Schedule 2

Allocation Table

1. Allocation of Loan Proceeds. The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the allocation of the amounts of the Loan to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in EUR)	Percentage
I. Works	8 920 000	100% net of taxes and other contributions
II. Equipment and materials (for farms and enterprise development)	7 450 000	100% net of taxes and other contributions
III. Equipment and materials (for value chains)	1 710 000	100% net of taxes and other contributions
IV. Consultancies	3 360 000	100% net of taxes and other contributions
V. Training and workshops	1 210 000	100% net of taxes and other contributions
VI. Equipment	150 000	100% net of taxes and other contributions
TOTAL	22 800 000	

2. Category n. VI "Equipment" includes office equipment and vehicles.

3. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs for Categories IV, V, and VI incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of two hundred thousand United States Dollar (USD 200 000).

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project:

1. Private Sector. The Borrower confirms its commitment to engage with the private sector as implementing partners and service providers, in order to ensure that the Project objectives are met.
2. Procurement. The Borrower shall ensure that the Project shall follow the government's procurement regulations, as these may be amended from time to time, using national implementing rules and regulations to the extent that they are consistent with IFAD's Procurement Guidelines.
3. Monitoring and evaluation. The Project shall maintain its own monitoring system to be able to properly evaluate Project implementation, including the socio-economic and environmental impact thereof. The Lead Project Agency shall ensure that the criteria established and required by the Fund under its Results and Impact Monitoring System (RIMS), as communicated by the Fund to the Borrower, shall be incorporated into and form part of the Project's monitoring and evaluation system.
4. Anticorruption Measures. The Borrower shall comply with the requirements under IFAD's Policy on Preventing Fraud and Corruption in Its Activities and Operations, as amended from time to time.

Logical framework

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p>Goal</p> <p>Contribute to the reduction of poverty incidence in the ten target provinces of Regions IX, X and Caraga.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 35,000 households and 70 People's Organisations in the 11 ARC clusters: Increased ownership of household assets (household asset index) increased by 30% from baseline survey to xx by end of project (EOP). Prevalence of child malnutrition reduced by 30% at EOP from baseline survey. 	<ul style="list-style-type: none"> NSCB report. RIMS baseline, mid-term and completion surveys. 	
<p>Development Objective</p> <p>Enable ARBs and other smallholder farmers in the 10 target provinces of Regions IX, X and Caraga to become highly productive and competitive entrepreneurs and contribute to the achievement of broad-based rural economic growth.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 300,512 farmer beneficiaries composed of 38,724 agrarian reform beneficiaries (ARBs) and 261,788 rural workers in 11 ARC clusters (includes women and IPs present in the target areas). <i>Average annual income (in constant 2009 prices) increased from PHP 17,582 in 2009 to about PHP 21,267 at EOP.</i> Farm income derived from new farming activities increased by 10 % at MTR and by 30% at EOP. 	<ul style="list-style-type: none"> Consolidated annual RIMS reports, baseline, mid-term and completion surveys. Annual participatory monitoring studies/ outcome assessments. DAR ALDA report. 	<ul style="list-style-type: none"> Peace and Order in the areas covered by the target ARC clusters. No major financial shocks, a stable inflation rate and purchasing power of smallholders/ producers maintained or increasing. No major climate shocks. Key policy environment improved for competitiveness of the agri-business sector.
<p>Outcomes and Outputs</p>			
<p>Outcome Component 1: Value chain business development plans for selected crops validated and implemented resulting in improved farm income.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 70 participating POs and other entities in the ARC clusters validated and implemented their value-chain investment plans from PY2 -7. At least 10% of increased farm income derived from new farming activities by MTR and 30% by end of project. 	<ul style="list-style-type: none"> Project MIS and annual outcome assessments. Annual RIMS report. Supervision Mission (SM) reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Government remains committed to value-chain development.
<p>Outputs: Market demand analysis and value chain analysis undertaken and ARC cluster value chain investment plans prepared.</p>	<ul style="list-style-type: none"> 11 updated ARC cluster prioritised value-chain investment plans (ARC-VIPs) prepared in PY1. 11 ARC cluster value-chain investment plans (ARC-VIPs) updated each year during PY2-7. 	<ul style="list-style-type: none"> Project MIS and annual outcome assessments. Annual RIMS report. SM reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Highly competent value-chain staff and consultants appointed.
<p>Outcome component 2: Improved production, value addition and marketing of the selected agricultural commodities.</p>	<p>In the 11 ARC clusters:</p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Gross value of agricultural production of 35,000 HHs increased by 15 % at MTR and 30% at EOP.</i> 8,000 HHs have entered into contractual marketing arrangements with buyers at MTR and 16,000 HHs at EOP. Traffic count on project financed roads increased by 20% at MTR and by 40% at EOP. Average farm-gate prices in real terms for the commodities selected by the target group members increased from baseline survey by 5% at MTR and by 10% at EOP. 	<ul style="list-style-type: none"> Project MIS and annual outcome assessments. Annual RIMS report. SM reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Government remains committed to value-chain development. Businesses willing to work with farmers', POs etc. Sufficient competition allows farmers, POs, etc. choices. LGUs and local communities assume responsibility for infrastructure O&M.

Narrative Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
	<ul style="list-style-type: none"> Participating business enterprises have generated additional employment for 3,000 households by EOP and 1,000 by the MTR. 40,000 (90% of the total target group) households have improved access to rural infrastructure and production/processing facilities by EOP, 20% by MTR. 90% of project financed infrastructure and equipment is operating and being well maintained at end of project 		
<p>Outputs: Services provided to improve the production, value addition and marketing of the selected agricultural commodities.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Target group smallholders receiving project services, increases from 5,000 in PY2 to 35,000 by EOP. No. of business organisations/associations formed and/or assisted. No of contract farming agreements. No. of marketing agreements. No. of private service providers contracted. Around 136 km of road upgraded¹ About 150 ln.m. bridges constructed. Around 150 ha of irrigation rehabilitated/restored. Around 3 units of water supply schemes constructed. > 30% of the members of the management committees (POs etc.) are women PY1-6. > 15% of the members of the management committees (POs etc.) are IPs PY1-6. 	<ul style="list-style-type: none"> Project MIS and annual outcome assessments. Annual RIMS report. SM reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Levels of trust in ARCs adequate for establishing effective POs, binding contracts etc. Adequate TA is provided.
<p>Outcome Component 3: Project implementation is completed on time, within the agreed budget and to the satisfaction of the beneficiaries.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Project implementation is completed within 7 years and all accounts are closed within 6.5 years. <i>At least 90% disbursement of IFAD Loan and Grant after 6.5 years of project implementation.</i> <i>95% of the financial and physical targets achieved, without cost overruns.</i> Annual expenditures are >90% of the AWPB estimates, PY1-6. >75% of target households from PY3-6satisfied with the services provided. 	<ul style="list-style-type: none"> Project MIS and annual outcome assessments. SM reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Effective coordination through the NCI. All implementing partners adhere to the financing agreements, project implementation guidelines as specified in the MOAs
<p>Outputs: Project managed in a timely, cost effective, transparent and a gender and culturally sensitive manner.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Complete, accurate financial records prepared and audited annually beginning PY1. Adherence to planning and reporting procedures and formats PY1-6 M&E activities are timely, efficient and gender and culturally responsive PY1-6. Annual dissemination of lessons learned/knowledge from project implementation PY4-6. 46 contract and 239 DAR regular staff are in post with qualifications and experience appropriate for their terms of reference PY1-6. At least 30% of the project staff are female PY1-6. 	<ul style="list-style-type: none"> Project progress reports. SM reports. M&E reports. Audit reports. 	<ul style="list-style-type: none"> Timely fund flows from the Loan and Grant Accounts through the DAs to the Project Accounts at all levels. Government and LGU counterpart funds and beneficiary contributions provided in a timely fashion.

¹Assumption: Of the total allocation of USD 11.4 million for Investments in VC Related Rural Infrastructure, 96 % will be invested in farm to market roads and bridges; 3% in rehabilitation of irrigation schemes; and 1 in water supply. Investments for storage and drying facilities will be funded under the Farm and Value Chain Enterprise Development Sub-component.